

Tous égaux devant « l'impôt du sang » ? L'approche spatiale de la mort de masse en 1914-1918 et ses enjeux

Un commentaire de « Géographie économique
des morts de 14-18 en France »

André Loez*
Nicolas Mariot**

Cet article discute l'analyse statistique portant sur les « morts pour la France » en 1914-1918, à la fois sur le plan des méthodes, des résultats et des enjeux historiographiques. Il restitue le contexte d'une telle étude, à la croisée d'un regain des méthodes quantitatives et d'un intérêt public croissant pour la question des identités régionales dans la Grande Guerre. Il en souligne les résultats probants, indiquant l'absence globale d'anomalies dans la répartition géographique des morts, laquelle relève avant tout de facteurs économiques et sociaux. Il indique enfin de quelles façons l'enquête pourrait être prolongée à travers notamment des programmes de recherche collectifs impliquant une réflexion sur la numérisation des sources de la période.

DIFFERENT REGIONS, UNEQUAL CASUALTIES ?
SPATIAL ANALYSIS OF FIRST WORLD WAR DEATHS
AND ITS PROBLEMS

This paper discusses the statistical analysis of French soldiers' death during the Great War, on a methodological, empirical and historiographical level. It shows that such a research derives from a specific context in which wartime regional identities have attracted a growing interest among scholars and the general public. It emphasizes the convincing results of this geographical study, namely, the fact that no regions appear to have suffered excessive casualties with regard to their social and economic characteristics. Finally, some further lines of enquiry, among which the possibility of collective research projects focusing on the wealth of numerised sources, are discussed.

Classification JEL : N34 ; N44.

* Docteur en histoire, professeur en Lettres supérieures. *Correspondance* : Lycée Victor Hugo, 27 rue de Sévigné, 75003 Paris. *Courriel* : andre.loez@yahoo.fr

** CNRS (CESSP). *Correspondance* : 99, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris. *Courriel* : nicolas.mariot@ens.fr

Les enjeux et le contexte historiographique d'une recherche

Dans un paradoxe désormais bien connu, l'histoire quantitative a disparu de l'agenda historien au moment même où sont devenus disponibles des outils (ordinateurs personnels et bases de données) d'une efficacité sans pareille pour compter, modéliser et analyser. Pour le dire de façon plus précise, les années 1980 ont vu, en histoire, l'achèvement des dernières grandes thèses d'État faisant de la quantification le cœur de leur démarche scientifique, ainsi que l'effacement progressif du paradigme quantitativiste, en lien avec le recul des questionnements économiques et sociaux au profit de l'histoire culturelle. C'est pourtant durant cette même période que s'est opérée, *via* l'informatique, une révolution discrète des méthodes et des techniques statistiques, devenues plus fiables et plus inventives bien qu'elles aient perdu la centralité d'autrefois¹.

L'histoire de la Grande Guerre illustre parfaitement ces basculements : les thèses appuyées sur des dépouillements massifs et des analyses quantitatives sont publiées à la fin des années 1970 et au début des années 1980², tandis que naît, au début des années 1990, un courant d'histoire culturelle qui écarte résolument de son horizon l'idée même qu'il faille compter quoi que soit³. Subsistent alors, éparées, des tentatives pour réintroduire ce type de méthodes dans l'approche de la guerre, pour compter les mots d'un carnet de combattant⁴, ou pour connaître l'appartenance sociale des combattants⁵.

Cet arrière-plan est important pour comprendre les enjeux de la « géographie économique des morts de 14-18 en France » qu'il nous est donné de commenter⁶. Ses auteurs n'ont pas tort d'écrire que la question des pertes, de leur ampleur et de leur localisation a été « délaissée » par les historiens. Et, s'ils laissent eux-mêmes de côté bien des travaux, anciens ou récents, qui auraient pu rendre plus robustes leurs analyses, on ne saurait tout à fait leur en faire le reproche : comme on l'a indiqué ailleurs en soulignant l'ostracisme infligé à la grande thèse de Jules Maurin⁷, ces approches ont été systématiquement ignorées par l'historiographie du conflit depuis une vingtaine d'années.

On doit toutefois relever des évolutions récentes qui éclairent la démarche d'analyse géographique des morts de la guerre ici entreprise. L'émergence de la question régionale dans l'étude de la Grande Guerre doit ainsi retenir l'attention. Longtemps, le cadre national a constitué l'unique champ de référence : la grande interrogation des historiens portait sur la « nation » en guerre, sa cohésion, son endurance, son unité, dans une veine amplement illustrée par les travaux de J.-J. Becker ou de J.-B. Duroselle, aux titres extrêmement révélateurs sur ce plan⁸. Depuis peu, à l'inverse, et par petites touches, la question

1. Lemercier et Zalc [2008].

2. Voir, par exemple, les analyses factorielles menées dans les thèses d'Antoine Prost [1977] et de Jules Maurin [1982], ce dernier traitant longuement des pertes. On trouve même un effort de quantification à la force probatoire incertaine (il s'agit de compter les mots utilisés pour décrire la mobilisation) dans la thèse de Jean-Jacques Becker [1977].

3. Sur ce tournant, voir Prost et Winter [2004].

4. Dautrey [1992].

5. On se permet de renvoyer à Loez [2008] et à Mariot [2013].

6. Gilles, Guironnet et Parent [2014].

7. André Loez et Nicolas Offenstadt, préface à Maurin [1982].

8. Becker [1980], Becker [1988], Duroselle [1994].

des appartenances et des identités locales ou régionales a (re)fait surface, à travers notamment la question de la lâcheté supposée des soldats du Midi⁹, ou de l'expérience en tous points spécifiques des Alsaciens-Lorrains¹⁰. Plusieurs colloques récents ont abordé ces thématiques, dont celui publié en 2013 sous le titre significatif de *Petites patries dans la Grande Guerre*¹¹.

En effet, l'intitulé est révélateur d'une démarche qui vise à reprendre, pour 1914-1918, l'interrogation qui fut celle de Jean-François Chanet sur le caractère prétendument unificateur et uniformisant de l'école républicaine¹², et à interroger les modalités spécifiques des expériences de guerre suivant les régions, leurs ancrages locaux différenciés, et, pourquoi pas, les inégalités que cette échelle d'analyse permettrait de révéler.

À l'arrière-plan de cette reconfiguration historiographique figure sans doute une interrogation difficile à percevoir mais bien prégnante sur l'inégalité devant la mort. Cette question a été au cœur des représentations des contemporains, obsédés par l'idée, inacceptable dans une République se voulant égalitaire, que l'« impôt du sang » puisse ne pas être versé de façon identique ou du moins équitable. Mais durant la guerre et l'entre-deux-guerres, le problème fut surtout posé sur le plan social, à travers toute une série de stéréotypes : bourgeois profiteurs de guerre contre paysans et ouvriers fauchés en masse, ou, inversement, élites intellectuelles (normaliens) sacrifiées contre ouvriers embusqués dans les usines d'armement ou ruraux enrichis par le conflit. Sur le plan géographique, il semblait aller de soi – exception faite du cas des « Midis » déjà évoqué mais très discuté – que la nation avait unanimement combattu, idée concrétisée partout par d'imposants monuments aux morts, aux listes tristement comparables.

On trouve cependant, dès les années 1930, des signes de ces interrogations, dont la célèbre plaque de la basilique de Sainte-Anne d'Auray faisant état de « 240 000 » Bretons morts pour la France, ou celle de Vignola, près d'Ajaccio, évoquant en 1933 les « 48 000 » morts corses¹³. Il s'agissait alors d'affirmer, par le sang versé, le patriotisme français notamment face aux vellétés d'annexion de l'île du fascisme italien. Dans une période plus récente, inversement, l'idée de pertes plus élevées pour certaines régions notamment périphériques constitue plutôt le fondement de discours autonomistes ou identitaires, reprochant aux autorités d'avoir exposé leurs soldats « en première ligne ». Au cours de leur procès en 1979, des militants du FLNC évoquent ainsi le « lourd tribut payé par le peuple corse pour défendre les intérêts de l'impérialisme français »¹⁴. Il y aurait une belle étude d'histoire culturelle et politique à réaliser pour mieux connaître les origines, les acteurs, les ressorts et les relais de ces discours sur le « massacre » des Bretons ou des Corses, dont l'émergence doit sans doute être reliée, en partie du moins, aux revendications régionalistes développées depuis les années 1970¹⁵.

9. Le Naour [2011].

10. Dont une majorité, dans les départements annexés, combattirent dans les armées allemandes, d'autres étant mobilisés en France ou la rejoignant. Voir Grandhomme (dir.) [2008].

11. Boulloc, Cazals et Loez (dir.) [2011] ; Bourlet, Lagadec et Le Gall (dir.) [2013].

12. Chanet [1996].

13. Rey [2014], p. 54.

14. *Ibid.*, p. 57.

15. En première approche, on peut se reporter à l'article en ligne « Centenaire de la Première Guerre mondiale : combien de "poilus" de votre département parmi les victimes ? »,

Il est net, en tout cas, que la question est devenue centrale pour toute une série d'acteurs s'intéressant à la Grande Guerre, suscitant des débats passionnés (principalement en ligne¹⁶) et de premières recherches, non sans dimension militante, appuyées notamment sur la base de données « Mémoire des hommes »¹⁷. Ici on peut simplement regretter que l'inscription des auteurs dans ces débats et ces questionnements ne soit pas plus explicite, qu'ils n'exposent pas davantage les enjeux, y compris historiographiques et mémoriels, de leur démarche. Le choix de présenter les inégalités de pertes précisément à l'échelle régionale, pour en rester à ce seul exemple, ne va pas sans soulever d'importants problèmes, tant historiques et mémoriels que méthodologiques.

Des résultats surprenants ?

Le premier résultat majeur de l'étude tient ainsi dans la production des deux tableaux établissant la hiérarchie régionale des 1 187 143 soldats « morts pour la France » de la Grande Guerre, en donnant successivement des taux de mortalité par rapport à la population totale, par rapport aux seuls hommes, enfin par rapport aux seuls mobilisables. Évidemment, l'ordre des pertes n'est pas du tout le même selon que l'on s'intéresse au nombre brut des morts ou aux taux de mortalité. L'Île-de-France est au deuxième rang des morts pour la France, derrière la « Bretagne historique » et devant Rhône-Alpes (seules ces trois régions comptent plus de 100 000 tués), mais passe au 18^e ou au 19^e rang dans les classements des taux de mortalité. À l'inverse, les 30 000 tués du Limousin placent la région au 17^e rang des morts, mais ils représentent une perte bien plus forte pour la population régionale que ne le sont les décès franciliens ou rhônalpins pour celles-ci.

De façon générale, on peut noter que si les régions les plus industrialisées et les plus urbaines de la France de la Belle Époque (Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Normandie) sont celles qui donnent le plus grand nombre de leurs enfants à la patrie, elles ne sont pas celles pour lesquelles les pertes sont les plus importantes au regard du nombre de jeunes adultes qu'elles comptaient avant guerre. Si l'on reprend les termes souvent consacrés pour évoquer les pertes, les régions qui subissent les saignées les plus fortes (trois points ou plus au-delà de la moyenne des pertes par mobilisable) sont, avec Midi-Pyrénées, celles situées autour d'une ligne transversale qui va de La Rochelle aux Vosges : Pays de la Loire, Limousin, Centre, Champagne-Ardenne, Poitou-Charentes, Franche-Comté, Auvergne. Ces premières statistiques descriptives viennent ici confirmer ce que l'on sait de la composition de l'infanterie dans le conflit : une fois les ouvriers qualifiés rappelés à l'arrière dans les ateliers d'armement et les hommes ayant une qualification quelconque attachés à des postes techniques, les fantassins sont, pour la plus grande part d'entre eux, des paysans et artisans.

<http://www.slate.fr/story/79759/carte-morts-premiere-guerre-mondiale> (consulté le 18 décembre 2013), et, pour le cas de la Corse, à Rey [2014].

16. Voir, par exemple, les échanges sur le forum « pages 14-18 » : http://pages14-18.mesdiscussions.net/pages1418/forum-pages-histoire/nombre-victimes-bretonnes-sujet_5134_1.htm (consulté le 18 décembre 2013).

17. Gilles [2010].

C'est cette France rurale que l'on semble retrouver dans la hiérarchie des taux de décès par mobilisable français.

De ce point de vue, on peut néanmoins s'interroger sur plusieurs des choix opérés par les auteurs. D'abord, on l'a dit, ils présentent des statistiques départementales sous un découpage régional. Les raisons avancées renvoient à la lisibilité des tableaux : 19 régions plutôt que 87 départements (au recensement de 1911). On nous permettra néanmoins de juger cette décision discutable. D'une part, elle est lourde d'enjeux de dénomination et de mémoire dans un champ où celle-ci n'est pas apaisée. Remarquons ainsi l'utilisation d'une catégorie nommée Bretagne « historique », dont l'historicité pourrait justement prêter à de longs débats. Ensuite, le découpage régional est un anachronisme (les régions actuelles ayant été délimitées dans les années 1960), aggravé par le non-respect strict des délimitations (Bretagne, Normandie). Surtout, il peut produire un lissage artificiel des résultats dans des régions comme PACA ou Rhône-Alpes qui mêlent des départements très urbains (Bouches-du-Rhône, Rhône) et très ruraux (Vaucluse, Drôme). Même si l'objection est en partie levée par la mention des écarts types régionaux, on aurait aimé disposer, sinon des résultats bruts, au moins d'une représentation cartographique par département bien connue des spécialistes du vote, par exemple, notamment pour savoir justement lesquels d'entre eux se distinguent de leurs voisins.

Plus problématique est le choix étonnant de ne retenir comme population des mobilisables que les seuls hommes « de 19 à 27 ans ». C'est cette décision qui explique les énormes taux de mortalité du tableau 2 (de 36 à 52 % de morts par mobilisable selon les régions, en moyenne 44,5 %). Si les efforts pour écarter des mobilisables les étrangers sont plus que bienvenus, ce choix d'un court écart d'âge (s'agit-il des classes 07 à 15, soit les hommes nés entre 1887 et 1895 ? Ou plus probablement des classes 07 à 18 pour tenir compte de la durée de la guerre ?) est gênant parce que les morts de la Grande Guerre sont loin de toucher la seule armée active. D'abord, il laisse penser à un lecteur distrait ou pressé que le taux de mortalité de la Grande Guerre a bien atteint de tels niveaux : certes, le conflit a été une « boucherie », mais heureusement pas de cette ampleur. Les « morts par mobilisable » du tableau ne sont pas des « morts par mobilisé » puisque des hommes de plus de 27 ans ont combattu et sont morts à la guerre. Les pourcentages produits sont donc, de ce point de vue, des artefacts. Il serait faux de dire que 47,04 % des Auvergnats mobilisables sont morts à la guerre, par exemple¹⁸. En outre, il est possible que l'introduction des classes antérieures dans le calcul conduise à modifier, même à la marge, l'ordre des départements, et possiblement les résultats ultérieurs. Il nous semble dès lors qu'*a minima*, il faudrait prendre en compte, dans l'établissement des taux de mortalité, au moins les classes les plus jeunes de l'armée territoriale, et même plus strictement, comme l'a proposé Jules Maurin dans sa thèse, l'ensemble des classes

18. On comparera utilement les données de l'article au tableau « Les pertes par classe » dans Devos, Nicot et Guinard [1975], « annexe VII-5 », p. 210, pourtant établi à partir du « rapport Marin » mobilisé par les auteurs. Il donne en effet des taux de pertes par rapport au nombre de mobilisés de chaque classe bien inférieurs à ceux indiqués, même si déjà très élevés (jusqu'à 29,2 % pour la classe 14). Surtout, il montre que les classes 98 à 06 restent touchées par des taux élevés, entre 10 et 20 % de tués par rapport aux mobilisés, et que même les taux de mortalité des classes 93 à 97 sont non négligeables (de 6,3 à 8,5 %).

1889-1918 mobilisées à plus de 50 % pendant le conflit¹⁹, donc les hommes de nationalité française nés entre 1869 et 1898.

Enfin, on peut encore regretter que ce même tableau 2 reste (trop) peu commenté. En particulier, rien n'est dit des écarts constatés entre les taux de tués par région : sont-ils statistiquement importants, ou au contraire négligeables ? Il est dommage que les auteurs ne proposent ici aucun test statistique permettant de juger la qualité des écarts à la moyenne observables selon les régions. Contentons-nous de constater, à titre provisoire, que le tableau semble distinguer, d'un côté, un large ensemble de régions qui se distribuent avec des écarts faibles autour de la moyenne de 44,5 % (+ ou - 3 points autour), et, de l'autre, des « exceptions » : Pays de la Loire, Limousin, Île-de-France, etc. Pour étudier ces disparités régionales, les auteurs préfèrent passer directement à un travail de modélisation en cherchant à déterminer quelles sont les variables dont l'effet propre permet d'expliquer le nombre de morts observable dans la région.

Commençons par nous arrêter sur le premier résultat, central, de cette analyse : pour 14 des 19 régions, le modèle explicatif n° 1 fondé sur des variables purement démographiques (taux de mobilisables et densité de population) suffit à prédire le nombre de morts effectif. Plus les mobilisables sont nombreux, plus le nombre de morts est élevé. Comme les auteurs le soulignent fortement, en moyenne, « une augmentation de 1 % du nombre de mobilisables accroît de 28 % le nombre de morts dans le département ». Ce résultat majeur est tout à fait décisif pour ce qu'il rappelle, en creux, de ce qu'a été la Grande Guerre : un conflit où la mort frappe aussi mécaniquement que massivement. Ou, pour le dire autrement encore, le pourcentage de tués reste stable, quel que soit le nombre de soldats engagés par le département. Plus celui-ci a donné de ses enfants à l'armée, plus ils ont été nombreux à ne pas revenir, en quelque sorte quel qu'ait été finalement le parcours effectif des régiments concernés sur la ligne de front. C'est là l'enseignement le plus fort de l'enquête : face à une tuerie d'aussi grande ampleur, les différences départementales, régimentaires ou interindividuelles deviennent de peu de poids. À quelques exceptions près sur lesquelles les auteurs vont s'attarder, l'égalité devant l'impôt du sang apparaît avoir été (tragiquement) effective.

Le nombre de morts pour la France reste toutefois mal expliqué par le modèle démographique pour cinq des dix-neuf régions étudiées : Pays de la Loire, Bretagne « historique », Aquitaine, PACA et Franche-Comté²⁰. Pour les trois premières, le nombre de morts attendus selon le modèle est sensiblement moins élevé que le nombre réel ; pour les deux dernières à l'inverse, l'estimation est supérieure à la mortalité effective. Pour expliquer ces différences, les auteurs construisent un second modèle dans lequel ils ajoutent aux éléments démographiques six variables supplémentaires. Trois sont des variables dichotomisées binaires renvoyant à la présence (ou non) du département dans la zone de combat, au fait

19. Sur les taux d'appel des classes 1887-1913 théoriquement mobilisables en août 1914, voir Maurin [1982], p. 11, n. 10.

20. Au passage, on peut soulever une question supplémentaire eu égard au fait que la hiérarchie des taux de mortalité du tableau 2 comme la logique du modèle 1 sont toutes deux fonction de la proportion des morts parmi les mobilisables : pourquoi les régions mal expliquées par le modèle 1 ne sont-elles pas celles qui s'écartent le plus de la moyenne générale des tués par mobilisable dans le tableau 2 ? Pour le dire autrement, l'Île-de-France ou Nord-Pas-de-Calais sont deux régions moins « saignées » que la moyenne, mais leur cas est *a priori* bien expliqué par le modèle démographique 1. À l'inverse, l'Aquitaine est dans la moyenne, mais mal expliquée par le modèle 1.

qu'il est (ou non) frontalier, enfin au fait qu'il compte (ou non) un nombre de patrons dans le secteur industriel supérieur à celui des ouvriers. Les trois autres sont un indicateur du nombre de mobilisables dans la marine, le pourcentage de « sans-emploi dans la population active », enfin le « taux d'agriculteurs » par département. Grâce à ce second modèle, le nombre de morts non expliquées est divisé par deux. L'effet des variables démographiques y reste puissant, mais il est, dans certains départements, corrigé par l'introduction des variables explicatives supplémentaires : l'importance des taux de chômeurs et d'agriculteurs dans le département semble représenter un facteur d'augmentation du taux de mortalité ; à l'inverse, la présence de la frontière et l'importance d'un petit patronat local joueraient en sens inverse, contribuant à réduire la mortalité du département. En dehors des spécificités propres à certains contextes (présence de la frontière, de la marine), on retrouve de nouveau les grandes tendances de la mobilisation guerrière : moins le département est actif, plus il est rural, et plus la mortalité est élevée. Le modèle 2 permet ainsi d'expliquer correctement le taux de mortalité des Pays de la Loire et de la Bretagne. En revanche, il surestime toujours celui des régions PACA et Franche-Comté, et sous-estime celui de la région Aquitaine et, désormais, même si à un degré moindre, des régions en partie occupées du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie.

Ces résultats ont un mérite très net : ils écartent définitivement l'idée de régions « sacrifiées », délibérément mises en avant ou exposées au feu, ne correspondant ni aux réalités démographiques mesurables, ni aux pratiques du commandement en 1914-1918. Mais, s'ils confirment notamment le poids de la ruralité dans la mort au front, ils maintiennent ouvertes bien des interrogations laissées à des investigations plus fines. Il faudrait notamment savoir, pour aller plus loin, non pas seulement comment joue chaque variable explicative de façon générale, mais quels sont leurs effets sur chacune des régions étudiées considérées isolément. Alors seulement on sera en mesure d'avancer des hypothèses pour tenter de comprendre ce que la modélisation laisse hors de son périmètre d'explication. On rejoint par là le questionnement de Jules Maurin, qui, après avoir pointé la différence significative des tués lozériens (22 %) et héraultais (15 %, pour des parcours militaires comparables), esquissait des hypothèses d'ordre politico-culturel : l'armée put se montrer plus réticente à envoyer au feu les soldats de la plaine viticole réputés moins « durs au mal » que ceux, croyants et moins acquis à la République, de la montagne lozérienne²¹.

Comment prolonger l'enquête ?

Une bonne part des remarques critiques qui précèdent tient moins, en réalité, au texte ici discuté et à ses auteurs, qu'à l'état incertain et émiétté du questionnement dans lequel il s'insère. Car, alors que le centenaire de la guerre approche, mobilisant de vastes opérations éditoriales et audiovisuelles, faisant crouler les tables des libraires sous des piles de beaux livres aussi épais qu'anecdotiques, on doit bien faire le constat de l'absence d'une réelle politique scientifique autour de 1914-1918 en France. Il existe un comité scientifique de la Mission du

21. Maurin [1982], p. 438 et 501.

centenaire, dont l'un des signataires de ce texte est membre, mais son activité a été partagée entre le conseil aux autorités (en matière de commémoration, de communication), la « labellisation » de projets divers et variés, et l'action pédagogique. Toutes choses sans doute utiles et nécessaires, mais détachées du souci de faire progresser les connaissances, d'ouvrir de nouveaux chantiers ou d'identifier des questions fondamentales et des priorités de recherche.

Ainsi, aucun programme de recherche ou de publications n'a été lancé, indépendamment de ceux qui sont menés par les universités ou groupes de recherche, séparément. Aucun grand colloque n'est prévu pour confronter les points de vue, les disciplines et les méthodes. Et, si une opération de « grande collecte » de matériaux et de documents – sur des critères et suivant des modalités restant quelque peu floues – a été lancée dans le cadre du projet « Europeana 14-18 »²², on attend toujours une coordination des politiques de numérisation d'archives et de constitution de bases de données, lesquelles continuent de se faire en ordre dispersé, avec des logiciels et des pratiques variables suivant les départements. Il existe ainsi au moins quatre bases de données qui recensent les monuments aux morts ou les noms qui y figurent, d'échelle régionale ou nationale, sans interconnexion²³. Les registres matricules conservés à l'échelle départementale sont, eux, éclatés entre des dizaines de sites Internet²⁴. Pour résumer le propos : des informations et des sources sur la Grande Guerre sont rendues disponibles en nombre considérable et toujours croissant, notamment *via* la numérisation ou la mise en ligne de données, mais aucun cadre global ne permet de se repérer dans ces massifs documentaires où des chercheurs « amateurs » et universitaires se lancent isolément avec des questionnaires et des méthodes dissemblables, pour produire des travaux à la visibilité incertaine. Au total, et en espérant que les faits puissent la démentir, l'impression qui domine est celle d'une occasion manquée à la fois pour constituer des corpus (numériques en particulier) suivant des critères scientifiques clairs et ouvertement discutés, et pour lancer des projets de recherche nécessairement collectifs, afin d'interroger ces énormes gisements documentaires, du point de vue de l'histoire sociale ou, comme ici, de celui des pertes et de leur quantification.

Cette situation déplorable pourrait être rapportée au caractère conflictuel du champ universitaire de la Grande Guerre²⁵, si l'exemple du bicentenaire de la Révolution française n'avait montré qu'en dépit de violents affrontements historiographiques, de grandes entreprises collectives pouvaient être réalisées (le colloque inaugural en Sorbonne, la publication des atlas de la Révolution, par exemple)²⁶. D'autres registres d'explication semblent plus probables : d'abord le découplage bien visible entre l'histoire (surtout culturelle) qu'écrivent les

22. Les indications données sur le site <http://www.europeana1914-1918.eu/fr> semblent montrer qu'on est dans la quête du « bel objet » plus que dans la constitution de corpus raisonnés suivant des critères identifiés. Les modalités de recherche sur le site sont, pour l'instant du moins, d'une grande opacité.

23. Il s'agit des bases GénéaNet, Association bretonne de généalogie et d'histoire (ABGH), Mémorial Genweb, et IRHiS-Lille 3.

24. Le forum « pages 14-18 » en tient un répertoire très utile : < http://pages14-18.mesdiscussions.net/pages1418/qui-cherche-quoi/annuaire-numerisations-ligne-sujet_8173_1.htm >

25. François Buton, André Loez, Nicolas Mariot et Philippe Olivera, « 14-18 : retrouver la controverse », en ligne sur « La vie des idées » : <<http://www.laviedesidees.fr/1914-1918-retrouver-la-controverse.html>>

26. Kaplan [1993].

universitaires et les questionnements (d'ordre souvent régional, régimentaire) des passionnés de la Grande Guerre, qui explique finalement la quasi-absence de communication et de passerelles entre les recherches des uns et des autres. On pourrait évoquer ensuite le contexte plus global de la recherche en sciences sociales, qui ne favorise pas les enquêtes collectives et encourage plutôt la multiplication des projets et la concurrence (des équipes, des pôles universitaires) que le regroupement autour de questions communes. Il n'est peut-être pas trop tard pour en appeler à des états généraux de la recherche « 14-18 » autour des sources numérisées, des bases de données et des recherches qui peuvent y être menées, mais il n'y a sans doute plus de temps à perdre.

Une conséquence de cet état des lieux mal stabilisé à l'échelle française est de rendre difficile la comparaison internationale. On sait que des recherches du même ordre que celles de Jules Maurin, sur la trajectoire des conscrits d'une région, ont été entreprises en Italie, dans la région du Val d'Aoste²⁷, et on dispose pour la Grande-Bretagne de données précieuses : les taux d'enrôlement différenciés, dans la phase 1914-1915 précédant l'introduction de la conscription, montrant le rapport très variable au volontariat et donc à la guerre entre villes et campagnes, et entre Nord-Est et Sud-Ouest de la Grande-Bretagne²⁸. Dans ce dernier cas, ces variations sont également à rapporter à des différences socio-professionnelles : on sait que les classes les plus éduquées se sont plus massivement portées volontaires pour le conflit, idée vérifiée également en Allemagne²⁹. On retrouve donc en France, comme dans ces deux pays, une donnée paradoxale de la Grande Guerre : les classes moyennes et supérieures, les urbains, ont été plus enthousiastes à verser « l'impôt du sang », mais les données démographiques disponibles pointent toutes vers une surmortalité effective des groupes sociaux les plus ruraux, les moins éduqués, les plus dominés.

Pour finir, l'inscription de la « géographie des morts » dans un cadre international peut avoir pour vertu de dévoiler de mêmes logiques identitaires à l'œuvre dans les discours sur les inégalités de pertes, avec une ampleur d'ailleurs bien plus grande qu'en France. Ainsi, en Belgique, où l'encadrement militaire était francophone, les mémoires flamandes ont depuis longtemps développé un argumentaire sur les pertes disproportionnées subies par les soldats néerlandophones, enjeu évidemment réactivé dans le contexte de crise nationale que connaît aujourd'hui le pays³⁰. Reste que, pour la Flandre belge comme pour le Midi français, pour les troupes coloniales comme pour ces soldats bretons que Marc Bloch voyait comme « déprimés par la misère et l'alcool ³¹ », la Grande Guerre fut bien un temps où, sous les vernis d'unanimité nationale et d'union sacrée, des tensions identitaires, et, parfois, des pratiques discriminatoires purent exister. Sont-elles mesurables dans des taux de pertes ? Comment intégrer histoire des représentations et histoire sociale, présence des stéréotypes et réalités de la mort de masse ? Ce sont quelques-unes des questions figurant désormais à l'agenda de la recherche sur le premier conflit mondial.

27. Rochat et Tormena [2010].

28. Gregory [2008], p. 81-83.

29. Watson [2011].

30. De Schaepdrijver [2004].

31. Bloch [1997], p. 146.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BECKER J.-J. [1977], *1914. Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BECKER J.-J. [1980], *Les Français dans la Grande Guerre*, Paris, Robert Laffont.
- BECKER J.-J. [1988], *La France en guerre (1914-1918)*, Bruxelles, Complexe.
- BLOCH M. [1997], *Écrits de guerre (1914-1918)*, Paris, Armand Colin, Masson.
- BOULOC F., CAZALS R. et LOEZ A. (dir.) [2011], *1914-1918, Identités troublées. Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre*, Toulouse, Privat.
- BOURLET M., LAGADEC Y. et LE GALL E. (dir.) [2013], *Petites patries dans la Grande Guerre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- CHANET J.-F. [1996], *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier.
- DAUTREY Ph. [1992], « Écrire sa guerre. Analyse d'un carnet de guerre », *Histoire & Mesure*, VII, 3/4, p. 249-280.
- DE SCHAEPDRIJVER S. [2004], *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, Berlin, New York, P.I.E.-Peter Lang.
- DEVOS J.-C., NICOT J. et GUINARD P. [1975], *Inventaire sommaire des archives de la guerre, série N 1872-1919*, Troyes, Presses de la Renaissance.
- DUROSELLE J.-B. [1994], *La Grande Guerre des Français. L'incompréhensible*, Paris, Perrin.
- GILLES H. [2010], « La guerre 14-18 : les morts par département et par région », dans DENIS G. (dir.), *Mémoire et trauma de la Grande Guerre, Catalogne, Corse, Euskadi, Occitanie*, Rennes, Publications du CRBC, Rennes-2, p. 275-324.
- GILLES H., GUIRONNET J.-P. et PARENT A., « Géographie économique des morts de 14-18 en France », *Revue économique*, 65 (3), p. 519-532.
- GRANDHOMME J.-N. (dir.) [2008], *Boches ou tricolores ? Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg, La Nuée bleue.
- GREGORY A. [2008], *The Last Great War. British society and the First world war*, Cambridge (R.-U.), Cambridge University Press.
- KAPLAN S.L. [1993], *Adieu 89*, Paris, Fayard.
- LE NAOUR J.-Y. [2011], *Désunion nationale. La légende noire des soldats du Midi*, Paris, Vendémiaire.
- LEMERCIER C. et ZALC C. [2008], *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte.
- LOEZ A. [2008], « Autour d'un angle mort historiographique : la composition sociale de l'armée française en 1914-1918 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 91, juillet-septembre, p. 32-41.
- MARIOT N. [2013], *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918 Les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil.
- MAURIN J. [1982], *Armée – Guerre – Société. Soldats languedociens (1889-1919)*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- PROST A. [1977], *Les Anciens combattants et la société française. Histoire, sociologie, mentalités*, 3 vol., Paris, Presses de Sciences Po.
- PROST A. et WINTER J. [2004], *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil.
- REY D. [2014], « La Corse, ses morts et la guerre de 1914-1918 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2014/1, n° 121, p. 49-59.
- ROCHAT G. et TORMENA S. [2010], « Les soldats valdôtains pendant la Première Guerre mondiale. Premières données : présentation de la recherche », dans ROUSSEAU F. et MURACCIOLE J.-F. (dir.), *Combats. Hommage à Jules Maurin*, Paris, Michel Houdiard, p. 228-249.
- WATSON A. [2011], « Voluntary Enlistment in the Great War: a European Phenomenon? », dans KRÜGER C.G. et LEVSEN S. (eds), *War Volunteering in Modern Times. From the French Revolution to the Second World War*, Londres, Palgrave Macmillan, p. 163-188.